

# Organisons la résistance contre Trump

GEORGES UGEUX

Président et CEO de Galileo Global Advisors

**M**ichael Moore vient de qualifier la présidence américaine de coup d'État. La Maison-Blanche considère que le fait qu'un enfant de cinq ans ait été menotté se justifie pour des raisons de sécurité. Donald Trump a initié en dix jours une tentative de destruction de la démocratie américaine. Son narcissisme psychopathe ne lui permet même pas d'en être conscient tant il est aveuglé par sa mégalomanie galopante. Pour lui, c'est un jeu télévisé. Derrière lui, c'est une vraie machination d'extrême droite qui, consciemment, utilise ce narcissisme présidentiel pour tester les limites des institutions à l'avantage de leur idéologie. Il risque de plonger les Etats-Unis dans une forme de fascisme qui menace la planète. Il ne connaît qu'un seul message: l'insulte. Regardons de plus près ce qu'il a accompli en dix jours.

• **La lutte contre le pouvoir judiciaire et la Constitution des Etats-Unis prend de multiples formes.** Il vient de virer le ministre de la Justice intérimaire qui avait accepté de faire la soudure avec le candidat présidentiel. Elle a refusé, comme l'ont fait cinq juges fédéraux, d'appliquer des mesures qui bafouent la liberté religieuse et les différences ethniques.

La Constitution américaine commence, comme la Déclaration universelle des droits de l'Homme, par l'affirmation de l'égalité sans préjudice de race, de sexe ou de religion. La base de l'action sera donc l'inconstitutionnalité de la décision de la Maison-Blanche et justifie pleinement l'opposition de l'Attorney General.

Trump avait même refusé aux détenteurs d'un statut de résident permanent (green card) l'accès aux Etats-Unis, à l'encontre des droits établis de ces résidents. Il a retiré du site de la Maison-Blanche le chapitre consacré au pouvoir judiciaire, qui constitue, avec le Parlement et le gouvernement, le troisième pilier de la démocratie américaine. Les démocrates sont disposés à vivre avec la Cour suprême telle qu'elle existe (sans majorité politique) plutôt que d'approuver un choix extrémiste. Ils ont les moyens de le bloquer. Aucun des candidats que la Maison-Blanche a proposés, pas plus que le juge conservateur Neil Gorsuch nommé mardi par Trump, ne répond à cette définition.

• **La politique internationale se caractérise par des agressions dans tous les sens, sans considération pour le respect de l'indépendance des pays concernés.** La commande à distance de Vladimir Poutine sur l'administration trumpiste est horriblement dangereuse pour l'Europe. L'attaque en règle contre l'Europe sur son avenir, sa devise et son fonctionnement n'a toujours été vraiment rejetée que par Angela Merkel qui, dès le début, a fait savoir qu'elle ne

coopérerait avec l'administration américaine que si elle respectait les droits de l'Homme. Il faut dire qu'elle sait ce que c'est que d'être sous la botte de Moscou.

Trump a permis à un autre fasciste, Benjamin Netanyahu, de décider, à l'encontre du droit international, d'augmenter l'expansion de ses implantations en territoires occupés, ce qui va favoriser le terrorisme «islamique». L'attaque contre le Mexique est risible: le mur existe déjà sur mille kilomètres. S'il veut le renforcer, ce sera à ses frais. Quant à la taxation des importations, elle sera suivie de celle des exportations vers le Mexique. Ce sont les entreprises américaines qui y perdraient et, avec elles, le consommateur américain.

Il a offert sur un plateau d'argent une occasion de leadership mondial au président Xi Jinping et à la Chine en se retirant du Traité transpacifique qui visait à rassembler l'Asie sans la Chine. Son discours de Davos défendant la liberté de commerce international avait quelque chose d'ahurissant.

• **La liberté d'expression est gravement menacée.** La Maison-Blanche entend choisir les journalistes qui seront envoyés par les médias, insulte CNN, le Washington Post et le New York Times, dit aux journalistes qu'ils doivent «fermer leurs gueules» tout en appelant les mensonges des «vérités alternatives». Ici encore, nous sommes dans l'inconstitutionnalité. Le premier amendement protège la liberté de la presse et couvre un champ important de moyens d'expression.

• **Le risque militaire.** La décision la plus menaçante vient d'être prise. Donald Trump a exclu le Chairman of the Chief of Staffs (le plus haut grade de l'armée) du Conseil de sécurité pour y mettre Steve Bannon, qui est un extrémiste de droite d'une agressivité inouïe. Cela veut donc dire que les décisions en matière de sécurité des Etats-Unis se prendront sans la présence des militaires. On se souviendra que Trump, lors de son premier briefing, de sécurité a demandé pourquoi on n'utilisait pas l'arme nucléaire. Il n'est pas étonnant que sa première incursion militaire se soit soldée par la mort de deux membres des troupes d'élite au Yémen.

• **Les droits de l'Homme.** La décision de refuser de financer les institutions qui pratiquent l'avortement est une attaque directe contre les droits de l'Homme, et en particulier le droit des femmes de disposer de leur corps. Il ne pourra pas changer la décision de la Cour suprême et n'aura pas les voix pour changer la législation. Les propos en faveur de la torture sont contraires à la loi et le républicain John McCain, qui sait de quoi il parle, a d'ores et déjà entamé une opposition contre Trump.

## La résistance

Ce résumé incomplet des dix derniers jours ne peut laisser aucun doute sur les dangers que Donald Trump fait courir à la démocra-

tie américaine, mais aussi au monde libre. La résistance aux Etats-Unis s'organise depuis que la marche des femmes a rassemblé 2,9 millions de participants contre 250.000 pour l'inauguration présidentielle. À la date de dimanche soir, 36% seulement des Américains avaient une opinion favorable de Donald Trump.

• Le ministre de la Justice intérimaire et un juge de New York (toutes deux des femmes) ne sont que l'avant-garde d'une **résistance judiciaire** qui se met en place dans les facultés de droit au service des victimes. Le maire de New York a organisé une assistance judiciaire à l'aéroport John Fitzgerald Kennedy pour les étrangers arrêtés aux frontières. Il a annoncé qu'il refusera de diminuer le rôle de New York dans la réception des migrants. Cinq villes américaines ont répondu de la même manière: ce sont les «sanctuaires» désignés pour traiter l'immigration. La toute puissante «American Civil Liberties Union» a annoncé des poursuites judiciaires contre le Président.

• **Les manifestations iront en se multipliant** et risquent, malheureusement, de devenir insurrectionnelles tant le désespoir est grand. Cette attaque en règle contre les principes mêmes qui ont fondé les Etats-Unis par son propre Président est intolérable.

• **L'opposition internationale commence à monter.** Le Président Pedro Nieto du Mexique a refusé de se rendre à Washington. L'Iran et l'Irak vont fermer les frontières aux Américains, démontrant si besoin est l'absurdité de la décision de George W. Bush d'envahir l'Irak. Même Dick Cheney s'est élevé contre les mesures contre les migrants. Hélas, ceci fait les choux gras de la radicalisation islamiste. Nous devons nous attendre à une recrudescence des attentats.

• **Les entreprises ont commencé à résister sur plusieurs fronts.** Les patrons d'Apple, Amazon, Facebook et Starbucks ne sont pas des poids légers. Elles seront de plus en plus nombreuses face aux coûts associés à la politique économique de la nouvelle administration.

• **Les marchés pénalisent Trump.** La hausse des taux d'intérêt de 1,8 à 2,5% va créer un casse-tête budgétaire, et l'effondrement de la Bourse cette semaine n'est qu'un début. Des scénarios de récession en 2017 sont sérieusement analysés par les économistes.

Les républicains, responsables de cette présidence, commencent à réaliser, un peu tard, les dangers liés à la maladie mentale de Donald Trump. C'est la panique dans les rangs républicains. N'oublions pas qu'en novembre 2018, l'entière de la Chambre des représentants et le tiers du Sénat vont être remplacés lors d'une élection midterm qui pourrait leur faire perdre la majorité. Bernie Sanders et Elizabeth Warren sont maintenant les porte-drapeaux de la résistance démocrate.

Son narcissisme psychopathe ne lui permet même pas d'en être conscient, tant il est aveuglé par sa

mégalo manie galopante. Derrière lui, c'est une vraie machination d'extrême droite qui, consciemment, utilise ce narcissisme présidentiel pour tester les limites des institutions à l'avantage de son idéologie.

## L'EUROPE PEUT-ELLE FAIRE LA DIFFERENCE? ET LE VEUT-ELLE?

Comme beaucoup d'autres, je fais tout ce qui m'est possible pour agir par la parole, l'écrit, mais aussi à travers la faculté de droit de Columbia University. Mais, dans une situation aussi dramatique, j'appelle mes compatriotes européens à soutenir cet effort collectif. **La voix de l'Europe a une immense valeur, mais seulement si elle est unie.**

Commençons par la Grande-Bretagne.

**Theresa May** a montré son vrai visage: en deux voyages elle **a agi comme une carpette de deux dictateurs**, l'américain et le turc. Un accord commercial entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne sera possible qu'après la mise en place du Brexit. Sans consulter Buckingham Palace, elle a invité Donald Trump à rendre visite à la Reine, la mettant en position difficile, ce que plus de 1,8 million de Britanniques refusent par une pétition qui circule encore.

L'approbation par Trump du Brexit et le souhait de voir plus de pays suivre l'exemple du Royaume-Uni démontre à quel point l'unité européenne est indispensable. Theresa May, en s'alignant sur Trump, encourage l'Europe à être intransigeante.

Il ne s'agit pas de venir au secours des Etats-Unis. **L'Europe devrait refuser l'accréditation du candidat ambassadeur anti-européen des Etats-Unis au-**

près de la Commission européenne. Plus fondamentalement, il faut renforcer la démocratie en Europe et mettre sur pied un cabinet de crise qui sera chargé de préparer les réactions aux outrecuidances américaines. Cela permettra aussi de se compter et de commencer un processus d'exclusion des pays européens qui ne partagent pas la vision commune des droits de l'homme, de l'immigration et de la liberté d'expression.

Toute solution de compromis sera considérée à Washington comme un signe de faiblesse et augmentera le mépris de la Maison-Blanche pour l'Europe. Elle doit se préparer à **soutenir seule l'Ukraine** si Trump se montre un vassal soumis de l'empereur russe. Cette Europe de la défense a là un premier cas, mais si Trump met à exécution ses menaces contre l'Otan, il faudra que l'Union européenne se dote des moyens de défense nécessaires. Pour cela, il faudra maintenir le Royaume-Uni dans le dispositif sécuritaire européen.

Je mesure ce que tout cela signifie dans une période électorale chargée pour l'Europe. C'est donc avec sobriété et inquiétude que je suis au jour le jour **cette descente aux enfers de l'idéal américain** en espérant que les mécanismes institutionnels permettront d'éviter le pire.